

MALI : Prévention des Maladies sexuellement transmissibles et du VIH/SIDA le long des axes routiers

Le Gouvernement du Mali et la Commission Européenne ont mis en œuvre d'importants programmes de construction d'infrastructures afin de soutenir le développement économique et social du Mali. Cette stratégie de désenclavement intérieur et extérieur du pays présente des avantages, mais elle présente également des risques. En effet, des études et des analyses menées par la Banque Mondiale démontrent que les camionneurs longue distance, les ouvriers en infrastructures routières et les populations mobiles constituent des groupes à haut risque d'infection aux MST/VIH/SIDA et ont tendance à propager la maladie le long des voies qu'ils empruntent. Si ces groupes sont en danger, ils entraînent également des risques pour les populations qui opèrent dans les gares routières, entre autres les vendeuses ambulantes et les professionnelles du sexe, mais aussi pour les résidents des communautés avec lesquelles ils rentrent en contact (les adultes et les enfants vulnérables).

OBJECTIF : au regard de cette situation, Aide et Action met en œuvre des mesures de sauvegarde à travers des actions complémentaires dans le secteur des transports routiers au Mali, en vue de « limiter les risques de propagation des MST/VIH/SIDA et des comportements sexuels à risques auprès des usagers de la route et des populations riveraines des principaux corridors routiers ». Pour cela, le projet vise à accroître l'accès des populations vulnérables aux informations et actions de prévention sanitaires, et à renforcer les capacités d'intervention des acteurs et structures en matière de prévention

LE PROJET : démarré en mars 2007, il prendra fin en juin 2009. En partenariat avec une dizaine d'ONG, il a impliqué 315 «pairs éducateurs» qui ont réalisé un important travail en 2008 :

- 24 854 «causeries éducatives» portant sur les maladies,



les modes de transmission, la prévention et le dépistage ont touché plus de 350 000 personnes, dont 42% de femmes ;

- 1566 projections de films auxquelles ont assisté 68 000 personnes ;
- 25 événements ont réuni 7100 personnes : conférences, débat, jeux concours, distribution de préservatifs ... ;
- ventes promotionnelles et distributions gratuites de préservatifs masculins et féminins ;
- suivi sanitaire et appuis scolaire, vestimentaire et nutritionnel pour 1000 orphelins et enfants vulnérables le long des axes routiers ;
- un soutien aux activités génératrices de revenus pour 625 femmes vulnérables s'est matérialisé par des prêts sans intérêt pour réduire leur précarité économique. Leurs activités concernent essentiellement le petit commerce, l'embouche caprine et ou ovine, le maraîchage, la savonnerie et la restauration ;
- 10 Centres de Conseil et de Dépistage Volontaire ont reçu des aides financières pour renforcer leurs capacités d'intervention ;
- communication de masse à travers 10 radios locales, la presse écrite, renforcée par 2 reportages de la télévision nationale,

PERSPECTIVES : le projet doit s'achever en juin prochain ■



L'Education change le monde

Rue des Pâquis 11 - 1201 Genève

tél : 022 716 52 10 / fax : 022 716 52 11

www.aide-et-action.ch



L'Education change le monde

Lettre aux donateurs

Chère donatrice, cher donateur,

En janvier dernier, nous mettons en place «la lettre aux donateurs» destinée à tous ceux qui, comme vous, soutiennent l'ensemble de nos actions par leurs dons réguliers. Elle a pour but de vous informer trois fois par an sur nos projets. La première vous parlait de notre action sur la protection des filles contre le trafic d'enfants au Togo.

Pour cette deuxième lettre, nous avons choisi de vous présenter un petit bilan de quatre projets achevés en 2008 ou en voie de l'être, en Tanzanie, en Inde, au Mali et au Vietnam.

En cette période difficile, particulièrement pour les populations qui luttent pour l'avenir de leurs enfants, nous tenons à vous remercier chaleureusement pour votre fidélité et la force de votre engagement à leur côté.

Re rendez-vous au cours de l'été pour votre prochaine lettre.

Solidairement,
L'équipe Aide et Action Suisse

VIETNAM : «Projet petite enfance» (district de Van ninh)

Le développement physique, émotionnel, psychosocial et cognitif des enfants se joue dès leur plus jeune âge. L'environnement dans lequel l'enfant grandit et se développe va conditionner et contribuer à la formation de celui-ci en tant qu'individu à part entière.

C'est pourquoi la petite enfance est un temps vulnérable et décisif qui marque le développement de chaque enfant pour sa vie future. Un environnement chaleureux et adapté à l'enfant dès son plus jeune âge va lui permettre de développer et poser des fondations solides pour son apprentissage.

La prise en compte de la petite enfance est donc un enjeu majeur et constitue la première étape pour l'accès à une éducation de qualité. En janvier 2004, en concertation et avec la participation de tous les acteurs locaux, et le Département de l'Education de la province de Khan Hoa (EDKH) comme maître d'oeuvre, Aide et Action a lancé un projet «Petite enfance». Il se situe dans les communes de Van Thang, Van Thanh et Dai Lanh, district de Van Ninh, l'un des plus pauvres de la province. Ce projet s'achèvera à la fin de cette année.

OBJECTIFS : améliorer l'environnement éducatif, social et sanitaire des enfants afin de promouvoir un développement sain. Il concerne les enfants d'âge préscolaire (de 3 à 5 ans et leurs parents (plus de 800) en zone reculée, les enseignantes et employés des écoles, les agents communautaires.



Les activités s'axent sur les volets éducation et santé/ social :

- préparer les enfants à l'école primaire, en favorisant leur accueil dans les crèches ou les classes maternelles ;
- améliorer la santé et la prise en charge des enfants du district (0-5 ans), collaborer avec le personnel soignant et envisager des solutions aux problèmes de malnutrition chez les jeunes enfants ;
- sensibiliser les mères afin qu'elles-mêmes soient en mesure d'observer et repérer les anomalies de développement de l'enfant, les encourager à faire appel aux services en mesure de les aider ;
- sensibiliser et prévenir des dangers menaçant l'enfant (accidents, éducation à la santé) ;
- former une équipe d'agents sociaux par commune ;
- construire des salles de classes et des latrines ;
- organiser la formation continue des enseignants de la maternelle.



2008 : BILAN PROJET POSITIF

• Pour le volet éducation

Les cours sur toute la journée ont démarré dans les trois écoles du projet pour 896 enfants (488 filles), et **98% des enfants de 5 ans sont scolarisés, contre 67% en 2004/2005**. Les classes sont bien décorées et bien équipées de matériel fourni par le projet ou fabriqué par les enseignantes. Les enfants sont assidus (taux d'assiduité : 95-98%) et maîtrisent les connaissances d'hygiène de base (se laver les mains, se brosser les dents...). Les absences ne sont dues qu'à des cas de maladie et sont spontanément déclarées. **Les élèves s'intéressent davantage à leur scolarité, ils sont plus obéissants et deviennent plus autonomes.**

Des concours portant sur la santé des enfants et sur la prévention des dangers routiers ont été organisés dans les écoles concernées. Les frais de scolarité des enfants des familles pauvres (667 enfants) sont pris en charge par le projet.

Trois directrices suivent actuellement des cours universitaires. Toutes les enseignantes ont atteint les niveaux requis par l'Etat, sachant qu'elles doivent payer elle-même ces formations.

Les enseignantes de ces classes travaillent sérieusement, pas d'absentéisme. Les cours et les outils pédagogiques sont bien préparés et bien utilisés. Les enseignantes assistent aux formations continues prévues pour elles : protection de l'environnement, formation physique, méthode d'enseignement

Les écoles sont propres et agréables, les abords sont bien entretenus, des arbres et des fleurs sont plantés.

• Pour le volet social et santé

Le travail des agents communautaires, en concertation avec le dispensaire des communes, a créé une synergie au sein des communes pour la cause de l'éducation des jeunes enfants. 21 agents communautaires (7 par commune) et la direction des écoles identifient les enfants sans papiers et aident les familles à les faire. Au cours des visites, les discussions avec les parents, surtout les mères, portent sur la scolarisation, la santé des enfants. En cas de besoin les enfants ayant des problèmes sont signalés aux services en mesure de les aider. **La santé des enfants, suivie deux fois par an, s'est nettement améliorée**, le taux de malnutrition baisse en moyenne de 7-10% par an.

La mentalité des parents a changé, la scolarisation des enfants plus jeunes (3 et 4 ans) en maternelle est maintenant ressentie comme un besoin et les parents participent activement aux activités scolaires.

PERSPECTIVES : en 2009, elles portent principalement sur la qualité des activités et sur le plan de désengagement. Ce dernier repose essentiellement sur **l'implication et la motivation des partenaires** : autorités politiques et éducatives, communautés et familles. Entre autres activités, la construction de 5 salles de classe est prévue, ainsi que l'équipement de jeux en plein air et de jouets des classes existantes dans les sites principaux et les écoles satellites. Au plan santé et social, construction de latrines dans 5 écoles, dépliants d'informations et de prévention (alimentation des petits, prévention des accidents). 900 enfants seront alors scolarisés dans des conditions décentes ■



• **promouvoir** des techniques agricoles innovantes.

LE PROJET : il s'est mis en place après la sensibilisation et la mobilisation du comité scolaire, d'élèves représentant chaque niveau scolaire, de différents partenaires et de l'Institut de recherche agricole d'Ukiriguru. ■ ■ ■

Dans un premier temps, et dans l'attente de l'autonomie du projet, les denrées de base ont été distribuées (céréales, fruits, sucre). La cantine a été équipée de casseroles, de tasses, cuillers...

Un réservoir d'eau a été construit pour irriguer les jardins et couvrir les besoins de la cuisine et de l'hygiène. L'Institut d'Ukiriguru a dispensé une formation en techniques agricoles, et du matériel aratoire et des semences ont été fournis.

RÉSULTATS : lancé en juin 2007, le projet est devenu opérationnel courant 2008. La cantine fonctionne 200 jours/an de manière participative, fournissant tous les

jours de classe un repas léger composé de sorgho, de sucre et fruits frais à tous les élèves et enseignants. Un comité composé de parents et enseignants assure la gestion de la cantine.

La fréquentation scolaire a augmenté de 6% en moins de 2 ans et la réussite à l'examen de 7ème année est passée de moins de 50% à 67%.

PERSPECTIVES : quelques défis restent à relever, comme augmenter les apports nutritifs pour atteindre la norme en terme de calories, assurer la pérennité par l'augmentation de la production des jardins (passer de 300kg de céréales à 3000 cette année) ■

INDE : écoles innovatrices pour une éducation de qualité (district d'Alwar, Rajasthan)

Ce projet a été lancé en 2002 en partenariat avec «Ibtada» («commencement» en ourdou), ONG locale qui vise l'émancipation des communautés pauvres et marginalisées, surtout des femmes, et l'amélioration de la qualité de l'éducation, avec une attention particulière à la scolarisation des filles.

La zone d'intervention est une des régions les moins développées du Rajasthan, avec un taux d'alphabétisation inférieur à 45% pour les hommes et de 13,5% pour les femmes. La population est composée principalement de Méos-musulman et d'une minorité de Dalits (intouchables). Les freins à l'éducation sont nombreux : offre éducative inadaptée, manque d'infrastructures de base et de formation des enseignants dans les écoles gouvernementales, matériel scolaire pédagogique et scolaire déficient, absence des enseignants, travail des enfants, préjugés contre la scolarisation des filles, motivation des parents...

OBJECTIFS : le projet visait à fournir une éducation de qualité par des écoles innovatrices dans les villages de la zone, avec comme axes de travail la participation communautaire dans le processus éducatif, la sensibilisation des communautés sur leurs responsabilités et leurs droits pour leur développement, la collaboration avec les écoles gouvernementales et les organismes concernés pour améliorer la qualité et le bon fonctionnement des écoles, ainsi que la motivation des enseignants gouvernementaux.

LE PROJET : Après identification des enfants qui ne sont jamais allés à l'école, ils ont pu entrer dans des «Taleemshalas», écoles informelles créées pour leur permettre de suivre un cours préparatoire avant d'intégrer l'école officielle. Pour développer leurs compétences, les enseignants ont suivi des formations et ateliers sur le contenu des programmes scolaires, les méthodes d'apprentissage et la gestion de la classe. Des enseignants de «Ibtada» ont renforcé et complété les équipes pédagogiques dans les écoles gouvernementales et des bibliothèques ont été mises en place. Les comités



de gestion des écoles, ainsi que les comités villageois ont également reçu des formations et un soutien.

RÉSULTATS : l'inscription scolaire des enfants est passée de 57% en 2002/2003 à 83% en 2008. Plus particulièrement pour les filles, le taux est passé de 22% à 68% ! 148 enfants, dont 79 filles, ont achevé leur cycle primaire et une centaine (dont 46 filles) poursuivent dans le secondaire.

La communauté a compris l'importance de son rôle et travaille désormais avec les autorités éducatives et les «Taleemshalas». Elle a participé activement et contribué financièrement à la construction de 9 classes.

PERSPECTIVES : le projet arrivait normalement à son terme fin 2008, mais Aide et Action et Ibtada ont conjointement décidé d'apporter leur appui une année supplémentaire pour en assurer la pérennité en renforçant l'autonomie des comités de gestion des écoles ■